



FIAN
INTERNATIONAL
SUISSE / SCHWEIZ

1er mai : Halte à la violence ! Construisons la solidarité entre les peuples

La pandémie COVID-19 s'ajoute et renforce les persécutions historiquement pratiquées contre les peuples. Et cette pandémie ne peut nous faire oublier la violence systémique et systématique à l'encontre des paysans et paysannes, et autres travailleurs ruraux, ainsi que les violations de leurs droits. À la recherche d'un revenu décent et pour assurer leurs moyens de production, les travailleurs ruraux dans différentes parties du monde sont constamment confrontés à des hostilités, à la violence, à la persécution et à la criminalisation. Cette situation est exacerbée par la mise en place des mesures exceptionnelles contre la maladie.

Les sociétés transnationales minières, agroalimentaires et hydro-industrielles, harcelaient déjà les populations des campagnes, des eaux et des forêts ; avec la pandémie, les gouvernements assujettis à ces grandes entreprises justifient leurs actes de persécution et même d'extermination. Car en réalité, leur préoccupation n'est pas de sauver des vies, mais d'essayer de sauver l'économie capitaliste, qui repose sur le sang de milliers de personnes dans le monde.

Pour les paysans et paysannes, les peuples de pêcheurs et des forêts, la lutte quotidienne dans le contexte du COVID-19 n'est pas facile. Dans plusieurs pays, lorsqu'ils tentent d'accéder aux marchés pour vendre leurs récoltes ou leurs produits, les paysans et autres producteurs de denrées alimentaires sont confrontés à des sanctions économiques ou pénales pour tout déplacement hors de leur communauté. Les marchés locaux, les marchés paysans, etc. ont été fermés à titre préventif, mais les supermarchés sont encouragés à poursuivre leurs activités, en exploitant leurs travailleurs et en spéculant parfois sur les prix des denrées alimentaires et d'autres produits tels que les masques. Nous affirmons que le monde paysan est capable d'adopter des mesures d'hygiène rigoureuses afin d'éviter la contamination et d'être contaminé.

Dans le secteur agricole, les personnes qui ont été amenées à utiliser des produits toxiques, tels que les pesticides, insecticides et autres, comptent aujourd'hui parmi les groupes les plus exposés au COVID-19, en raison de la faiblesse physique et des maladies que ces produits chimiques provoquent.

Les communautés d'ascendance africaine, les peuples autochtones, les migrants, les personnes LGBTI, les populations urbaines en situation de pauvreté et les femmes sont parmi les personnes qui souffrent de l'impact disproportionné de la crise sanitaire, sociale et économique.

La violence domestique s'est intensifiée avec le confinement ; les foyers sont devenus plus dangereux pour les femmes, les enfants et les personnes âgées qui étaient déjà victimes de violence. Les groupes féministes qui soutiennent les personnes confrontées à la violence voient leur action limitée par l'enfermement forcé et subissent des atteintes à leur liberté d'expression dans les médias numériques.

La situation touche également les migrants internationaux et les déplacés internes, notamment dans les camps de réfugiés surpeuplés. Les adultes et les enfants sont confrontés à une détention arbitraire et prolongée et à des traitements abusifs dans des conditions insalubres et dégradantes, en plus des abus policiers. Les personnes impliquées dans l'aide alimentaire ont été condamnées à des amendes dans les pays du Nord et persécutées dans les pays à régime autoritaire.

Depuis l'apparition du COVID-19, les gouvernements du monde entier ont appliqué des restrictions plus ou moins drastiques à la liberté de mouvement et à la liberté de réunion. Une pandémie est combattue par l'information, les soins, la santé publique universelle et gratuite, et non par la police et l'armée qui s'attaquent aux gens. Certains gouvernements se cachent derrière cette crise pour attaquer ou laisser attaquer spécifiquement les leaders sociaux et les défenseurs des territoires. De nombreux journalistes ou écrivains ont également été attaqués pour avoir diffusé des critiques sur les gouvernements, certain.e.s ont disparu ou ont été réduit.e.s au silence. Dans le même temps, les grands médias ont continué à jouer un rôle important dans la diffusion de la discrimination et des discours de haine contre certains groupes sociaux.

Il y a toujours des cas d'emprisonnement arbitraire, de détention au secret de prisonniers politiques et des mesures de quarantaine qui ont entraîné la suspension des services judiciaires, ce qui a servi de prétexte pour empêcher la libération de personnes, ainsi que les plaintes et l'accès à des recours judiciaires par les personnes qui ont été menacées ou attaquées. Les revendications pour de meilleures conditions sanitaires pour les prisonniers, face au Coronavirus, ont été durement réprimées dans plusieurs pays. Les états d'alerte, la militarisation accrue et la présence policière sont devenus la nouvelle norme dans de nombreuses régions du monde, ce qui fait craindre que ces pouvoirs continuent d'être exercés une fois la crise passée.

Les militants et les dirigeants d'organisations populaires, hommes et femmes, attirent également l'attention sur les conséquences et les implications à long terme de la surveillance numérique accrue qui est mise en place dans le monde entier pour soi-disant contenir la propagation du virus. Non seulement elle mettrait en danger les droits numériques et la vie privée de la société dans son ensemble, mais elle permettrait également un plus grand contrôle du travail et des mouvements des personnes, et des attaques - en ligne sur leur liberté d'expression, et hors ligne sur leur vie -

sur eux, leurs familles, leurs communautés et leurs organisations. Dans le même temps, les personnes qui n'ont pas accès aux technologies et aux différents outils de communication se retrouvent isolées et incapables de communiquer sur leur situation et de s'organiser en collectifs.

En quelques semaines, la situation d'exclusion et d'inégalité a été mise en évidence pendant la pandémie. Le système agroalimentaire hégémonique s'est révélé incapable de lutter contre la faim, la précarité et les terribles conditions de travail. Si les causes structurelles des nombreuses crises que connaît l'humanité ne sont pas traitées, les mobilisations sociales et les protestations s'intensifieront et avec elles les mesures de répression et de contrôle de la part de ceux qui maintiennent le monopole politique et économique. La pandémie a précipité une crise structurelle du capitalisme déjà annoncée.

Nous devons renforcer les alliances entre les organisations populaires, en préservant la vie des personnes qui se battent pour leur territoire, pour leur culture, pour une façon de produire qui ne détruit pas la planète. Nous devons rendre visibles et faire prendre conscience des menaces qui pèsent sur les personnes et leurs organisations, en particulier les plus isolées. Nous devons dénoncer de toutes les manières possibles la violence subie, en ciblant les gouvernements, les entreprises, les propriétaires terriens et les autres personnes qui sont impliquées dans la persécution, la criminalisation, la disparition et l'assassinat de militants et de dirigeants de mouvements et d'organisations populaires. La violence est, et reste, un phénomène structurel plutôt qu'un phénomène d'urgence, et doit être traitée comme telle par le déploiement des ressources nécessaires.

La construction collective est fondamentale pour faire face au monde d'aujourd'hui et de demain. La crise a également mis en évidence la solidarité et la construction d'alternatives, existantes et nouvelles, qui doivent être le moteur de nos futures actions collectives. Nous ne reviendrons pas à la "normalité" de la violence, aux situations précaires. Le capitalisme n'a rien à offrir à nos peuples, seulement la violence, l'exploitation et la mort. Ce que nous disons aujourd'hui était fondamental hier et le sera encore demain. Il est temps de promouvoir de nouvelles valeurs, il est temps d'organiser la résistance, de renforcer les connaissances locales et la création de connaissances et l'apprentissage participatifs, de produire sur nos territoires, de nourrir le monde et de préserver la planète et l'humanité.

Il est temps de renforcer la solidarité, d'exercer la résistance, de cultiver l'espoir.